

*Les subsides*

mieux». C'est peut-être vrai. Mais, bien sûr, rien ne dit que les Américains s'intéressent au véritable libre-échange.

Ces dernières semaines, les Américains ont imposé un droit compensateur sur notre poisson de la côte est, un droit appréciable sur le bardeau de la Colombie-Britannique et, hier encore, un droit appréciable sur le tuyau d'acier et autres produits de l'acier. Compte tenu de cela et du fait que rien dans les discussions ne laisse croire que le Congrès américain ait l'intention d'abandonner son droit d'imposer des droits compensateurs sur tout produit qui, à son avis, nuit à tel ou tel secteur aux États-Unis, quelle raison a-t-on de croire que nous pouvons obtenir un libre-échange total?

Tous ceux qui sont contre le principe du libre-échange disent: «Négocions avec les Américains, les Japonais ou la Communauté économique européenne au sujet de tout secteur, de tout produit ou de tout équipement manufacturé que nous produisons, et si nous pouvons en arriver à un accord qui profite aux deux pays, allons-y». Mais parler de libre-échange comme si les Américains allaient accepter un libre-échange total avec le Canada, cela me semble plutôt rêver en couleurs, compte tenu des événements des dernières semaines.

[Français]

**Mme Landry:** Monsieur le Président, justement je trouve cela bizarre les remarques de mon honorable collègue, parce que la situation actuelle, soit le *statu quo*, on le réalise très bien, nuit énormément à notre situation économique et à nos ententes avec les Américains sur nos produits. Raison de plus pour négocier avec les États-Unis et espérer en arriver à une entente où nous n'aurons plus à subir les mesures protectionnistes qui sévissent actuellement aux États-Unis. Je pense que mon honorable collègue devrait être d'accord sur le fait que le *statu quo* actuel ne peut plus être de mise. Nous devons essayer, pour le bien-être de nos industries et de nos emplois au Canada, d'en arriver à des ententes avec nos voisins américains de façon qu'on ne subisse plus justement le genre de mesures protectionnistes qu'on subit actuellement.

[Traduction]

**M. Orlikow:** Monsieur le Président, il est parfaitement évident que nous aurions intérêt à conclure une entente. Mais quand les Américains imposent un droit compensateur sur nos pêches de la côte est sous prétexte que nous subventionnons cette industrie grâce à des programmes comme l'assurance-chômage et les prêts de soutien à faible intérêt pour moderniser les navires de pêche, comment se fait-il que personne au Canada, ni le premier ministre (M. Mulroney) ni le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures (M. Clark) ni notre très astucieux et très rude négociateur, M. Reisman, ne leur disent: «Minute. Vous imposez un droit compensateur sur nos exportations de poisson. Pourtant, vous avez vous-mêmes une demi-douzaine de programmes et de prêts à taux subventionnés destinés à améliorer votre propre industrie de la pêche. Vous subventionnez la construction de meilleurs navires. Vous disposez de tout un arsenal de mesures de ce genre.» Pourquoi monsieur le Président, n'avons-nous pas répondu aux Américains hier, lorsqu'ils ont décrété ce droit compensateur sur nos exportations d'acier, qu'ils disposent eux-mêmes de toute une série de programmes destinés à soutenir leurs aciéries et qu'ils nous reprochent ce qu'ils pratiquent eux-mêmes, car ils imposent des droits sur nos produits parce que nous aidons nos

gens? Pourquoi ne leur disons-nous pas: «Que faites-vous des subventions et de l'aide que vous accordez à vos industries et à vos travailleurs?»

[Français]

**Mme Landry:** Monsieur le Président, je ne peux pas faire autrement que répéter à mon honorable collègue qu'étant donné le manque d'entente que nous avons actuellement avec les États-Unis, c'est justement en négociant les nouvelles procédures qui empêcheront éventuellement toutes les différentes industries de pouvoir avoir accès à de telles compensations. C'est ce que nous disons actuellement. Et quand vous disiez tout à l'heure... nous non plus nous ne sommes pas assurés actuellement de la finalisation de ces négociations-là. Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures (M. Clark), le très honorable premier ministre (M. Mulroney), tous les deux ont maintes fois répété que nous ne signerons pas d'entente si ce n'est pas une bonne entente pour notre pays, pour les «jobs», pour le Canada.

Alors, nous le répétons, nous le disons, nous signerons une entente pour autant qu'elle sera à l'avantage des Canadiens, et le besoin est définitivement là puisque nous avons continuellement devant nous des mesures protectionnistes qui nuisent aux emplois des citoyens.

[Traduction]

**M. Rompkey:** Monsieur le Président, je tiens à répondre aux questions de mon collègue, le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow). Je me demande si la députée ne se croit pas, comme Alice, au pays des merveilles. Les Américains viennent d'imposer des droits sur le poisson. Nous avons toujours commercé avec les États-Unis. En fait, nous leur vendons 70 p. 100 de nos prises. De tout temps, les provinces de l'Atlantique ont traité surtout avec la Nouvelle-Angleterre, ce que nos vis-à-vis ne peuvent ignorer. La députée dit qu'il n'y a pas lieu de maintenir le *statu quo*. En réalité, la situation n'est pas stable, elle déperit. Les Américains nous imposent des droits parce qu'ils prétendent que notre secteur des pêches est subventionné. Comble de l'ironie, on a supprimé ces subventions dans le dernier budget. Nous n'avons plus d'assurance sur les bateaux de pêche. Partout dans ce secteur le gouvernement a imposé des droits aux usagers. Il facture maintenant le recours aux services météorologiques et exige des droits d'amarrage. Les pêcheurs paient tout de leur poche.

• (1710)

Maintenant que dans le secteur des pêches le gouvernement fait payer les usagers et abolit les subventions, les États-Unis viennent pour la première fois d'imposer des droits sur le poisson canadien. D'après la députée, que faut-il dire aux pêcheurs canadiens? Les inviter à faire confiance aux Américains, à espérer dans les négociations, leur dire que le *statu quo* ne vaut rien et que nous allons leur obtenir quelque chose de mieux? A vrai dire, ils voient leur situation se détériorer de jour en jour. Que dirait ma collègue à ces pêcheurs si elle était, à ma place, leur représentante?

[Français]

**Mme Landry:** Monsieur le Président, quand on parle de nos négociations avec les États-Unis, on dit justement que le besoin